



Mardi 11 décembre 1956,  
à 10 h. 45

**New-York**

**SOMMAIRE**

Page

Point 26 de l'ordre du jour:

Programmes d'assistance technique (*suite*):

a) Rapport du Conseil économique et social (*suite*)  
Utilisation des monnaies (*suite*)..... 69

**Président:** M. Mohammad MIR KHAN (Pakistan).

**POINT 26 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Programmes d'assistance technique (*suite*):**

**a) Rapport du Conseil économique et social  
(A/3154) [*suite*]**

UTILISATION DES MONNAIES (A/C.2/L.283,  
A/C.2/L.291) [*suite*]

1. M. BENN (Australie) voudrait, avant que la Commission ne passe au vote, indiquer les vues de sa délégation sur les projets de résolution dont la Commission a été saisie au cours du débat.

2. En ce qui concerne la question de l'utilisation des monnaies, la délégation australienne votera en faveur du projet de résolution des 16 puissances (A/C.2/L.291). Elle estime, en effet, que cette formule neutre de compromis épargne à la Commission la nécessité de choisir entre deux positions extrêmes. Si la Commission l'adopte, elle n'acceptera ni ne rejettera la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social. D'autre part, si le texte proposé ne porte pas atteinte à la validité de la résolution du Conseil — qui ne requiert pas l'approbation de l'Assemblée générale — cette résolution ne doit pas être mise en œuvre avant que le Conseil n'ait revu l'ensemble de la question. La délégation australienne est reconnaissante aux auteurs du projet de résolution d'avoir mis au point une formule à laquelle elle puisse se rallier sans hésitation.

3. La délégation australienne aurait été en mesure d'appuyer le projet contenu dans le document A/C.2/L.286 qui ratifiait la résolution du Conseil. Toutefois, ainsi que le représentant de l'Australie l'a indiqué au cours de la discussion générale, elle n'est nullement convaincue que le Conseil ait réglé une fois pour toutes le difficile problème de l'utilisation des monnaies. L'Australie aurait voté contre le projet contenu dans le document A/C.2/L.289, comme elle a voté contre le projet de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie (A/C.2/L.283), estimant, avec le représentant des Pays-Bas, que l'Assemblée générale n'est pas habilitée à rejeter ou à amender les résolutions du Conseil économique et social.

4. M. Benn présente quelques brèves observations au sujet des autres propositions dont la Commission est saisie. La délégation s'était déclarée, au cours de sa première intervention (394<sup>ème</sup> séance), en faveur du projet de résolution contenu dans le document A/C.2/

L.284 et Corr.1, qui tend à augmenter le nombre des membres du Comité de l'assistance technique (CAT); mais, réflexion faite, elle pense qu'il serait préférable de ne pas se prononcer sur ce point avant que l'Assemblée générale n'ait pris une décision en ce qui concerne la composition du Conseil économique et social, que l'on se propose d'élargir, et elle présente une motion formelle à cet effet. Elle n'est pas certaine qu'il serait judicieux de ne nommer les nouveaux membres du CAT que pour deux ans, alors que les autres membres, du fait qu'ils appartiennent au Conseil économique et social, sont nommés pour trois ans; elle craindrait, en effet, qu'une telle disposition paraisse ne pas les mettre sur le même plan.

5. La délégation australienne votera en faveur du projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.285, qui a trait au nouveau règlement devant régir le Fonds de roulement et de réserve, conformément à la résolution 623 B II (XXII) du Conseil économique et social, ainsi qu'en faveur du projet de résolution qui fait l'objet du document A/C.2/L.287, qui prend acte du chapitre du rapport du Conseil économique et social (A/3154) consacré à l'assistance technique et invite les gouvernements à donner leur appui au Programme élargi.

6. M. SAN PEDRO SAEZ (Espagne) ne veut pas répéter les arguments que d'autres représentants ont déjà fait valoir; il ne présentera que quelques observations qu'il voudrait voir figurer au procès-verbal.

7. Les délégations qui n'approuvent pas la résolution 623 B III (XXII) du Conseil ont souligné que les contributions au Programme élargi étaient entièrement volontaires et dit que la résolution du Conseil risquait de remettre ce principe en cause. Mais elles se sont placées exclusivement au point de vue des pays qui contribuent au Programme. La délégation espagnole est d'avis qu'il convient également de tenir compte des pays bénéficiaires et de respecter leur volonté. Chaque fois qu'on est obligé de prendre des dispositions spéciales en vue d'utiliser une contribution, on restreint le libre choix des pays bénéficiaires. Si l'Espagne versait toute sa contribution en pesetas non transférables, les administrateurs du Programme ne pourraient que faire appel à des experts de nationalité espagnole ou acheter du matériel en Espagne; si elle versait la même contribution en livres sterling, ils seraient à même d'utiliser cette somme de plusieurs façons différentes, au mieux des intérêts des bénéficiaires. Il y a donc, naturellement, une certaine opposition entre les intérêts de ceux qui contribuent et les intérêts de ceux qui reçoivent. Le Conseil économique et social s'est efforcé de sortir de ce dilemme et sa résolution représente déjà une sorte de moyen terme qui, sans restreindre beaucoup la liberté des contributeurs, tient compte des intérêts des pays les plus faibles.

8. La délégation espagnole était prête à voter en faveur du projet de résolution présenté par l'Argentine

et d'autres pays (A/C.2/L.286). Elle a suivi avec sympathie l'effort de conciliation des délégations qui ont présenté les documents A/C.2/L.288 et A/C.2/L.289. Elle s'est associée volontiers aux auteurs du dernier projet de résolution (A/C.2/L.291), qui lui semble meilleur que les projets transactionnels précédents.

9. M. LARREA (Equateur) estime, comme le représentant de la France, qu'il est inutile de faire intervenir dans le débat la question de la convertibilité des monnaies. Il ne s'agit que de savoir si la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social est conforme aux principes posés par la résolution 222 A (IX) du Conseil.

10. De l'avis du représentant de l'Equateur, la réponse à cette question ne peut être qu'affirmative. Rappelant que sa délégation a pris une part active aux débats qui ont précédé l'adoption de la résolution 623 B III (XXII) par le Conseil, M. Larrea souligne que le Conseil a pesé soigneusement tous les arguments pour et contre et que le résultat du vote final (951<sup>ème</sup> séance), soit 14 voix pour, 2 voix contre et 2 abstentions, ne laissait pas prévoir que la question pût être soulevée à nouveau.

11. Il est évident que les dispositions de la résolution 222 A (IX) du Conseil autorisent certaines déviations qui pourraient, si elles se généralisaient, conduire au bilateralisme, ou plus exactement à l'unilatéralisme, et mettre en danger le principe même de l'assistance technique. Le critère établi par la résolution 222 A (IX) est un critère d'ordre quantitatif: en déclarant que les contributions devaient être volontaires, on a voulu dire qu'elles devaient être proportionnelles aux ressources de chaque pays. Lorsqu'il a estimé que la partie des contributions supérieure à 500.000 dollars devrait être, autant que possible, versée en devises immédiatement utilisables, le Conseil a tenu compte de ce principe: il a excepté, en effet, de cette mesure, les pays économiquement faibles dont la contribution est peu importante. Quant aux pays industriels et puissants, ils n'ont aucune raison de s'alarmer. S'ils n'ont pas d'autre intention que d'assurer la bonne marche du Programme, ils verseront volontiers une partie de leur contribution en devises convertibles.

12. On a dit que la résolution 623 B III (XXII) du Conseil était inutile puisque le Bureau de l'assistance technique (BAT) a réussi jusqu'à présent à utiliser toutes les contributions; il est facile de retourner cet argument et de répondre qu'une précaution n'est jamais inutile et qu'elle ne peut gêner personne. On a suggéré, d'autre part, que le BAT aurait pu faire de plus grands efforts pour utiliser les ressources mises à sa disposition. Cette critique est injuste. Le BAT a fait ce qu'il a pu, mais il n'a pas le droit d'imposer aux gouvernements une forme d'aide dont ceux-ci ne veulent point. Ces difficultés montrent bien qu'il est indispensable que les pays qui le peuvent versent une partie de leur contribution en monnaie immédiatement utilisable. Le représentant de l'Equateur est plus que jamais convaincu que la résolution 623 B III (XXII) n'est pas inutile.

13. La délégation de l'Equateur avait présenté, avec plusieurs autres délégations, le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.286. Elle est prête, par souci de conciliation, à soutenir le projet de résolution des 16 puissances (A/C.2/L.291).

14. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate avec regret qu'on tente

d'imposer à la Commission un principe dicté par un seul de ses membres et contraire aux intérêts des pays bénéficiaires du Programme élargi.

15. Le représentant de l'URSS a étudié attentivement le projet présenté par les 16 puissances et il craint que la référence au paragraphe 6 de la résolution du Conseil ne soit pas fortuite. Il est question en effet, dans ce paragraphe, de la "mise en œuvre de la présente résolution". Adopter ce projet, sans modification, ce serait donc approuver indirectement la résolution 623 B III (XXII).

16. La délégation de l'URSS estime cependant, comme les auteurs du document A/C.2/L.291, qu'il faut renvoyer la question de l'utilisation des monnaies au Conseil économique et social et au CAT. Elle propose donc de supprimer le membre de phrase "conformément au paragraphe 6 de la résolution 623 B III (XXII)" et d'écrire "*Rappelant* que le Conseil économique et social et le Comité de l'assistance technique examineront...".

17. Si l'on accepte cet amendement, qui devrait satisfaire tous ceux qui ont dit que l'Assemblée générale devrait renvoyer la question au Conseil sans approuver ni rejeter la résolution 623 B III (XXII), la délégation de l'URSS pourra voter en faveur du projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.291.

18. M. ISIK (Turquie) dit que sa délégation est parmi celles qui pensent que la résolution 623 B III (XXII) du Conseil se justifie parfaitement. Il estime, comme les représentants de Cuba et de l'Espagne, qu'il faut préserver non seulement la liberté d'action des pays contributeurs, mais aussi le libre choix des pays bénéficiaires; or ce libre choix ne peut être pleinement exercé que si les contributions sont versées, en partie tout au moins, en devises convertibles. C'est précisément ce à quoi vise la résolution du Conseil.

19. M. Isik a été frappé par la similitude des opinions exprimées en ce qui concerne le caractère volontaire des contributions et le caractère multilatéral du Programme élargi. A son avis, les seules divergences de vues existantes résultent du fait que certains représentants voient dans la résolution du Conseil une intention cachée. Il n'en est rien.

20. La délégation turque aurait aimé qu'une décision définitive soit prise sur la résolution du Conseil. En attendant, elle appuiera le projet de résolution des 16 puissances.

21. M. RAJAPATHIRANA (Ceylan) souligne lui aussi l'accord unanime qui règne manifestement quant au fond du problème. Tout en reconnaissant qu'aucune discrimination ne doit être exercée à l'encontre de certaines contributions, il fait observer cependant qu'on ne peut faire abstraction d'une situation de fait, à savoir que la convertibilité de toutes les monnaies est encore loin d'être réalisée, et que si l'on veut assurer l'utilisation la plus complète possible des contributions, tous les intéressés, contributeurs comme bénéficiaires, doivent faire preuve de bonne volonté.

22. C'est dans cet esprit que Ceylan s'est jointe aux 15 autres auteurs du projet de résolution, qui constitue un compromis, puisqu'il n'entraîne ni l'approbation ni le rejet de la résolution du Conseil et qu'il permettra, il faut l'espérer, au Conseil et au CAT de mettre au point des modalités assurant la meilleure utilisation possible des monnaies tout en préservant le caractère multilatéral du Programme.

23. Quant à l'amendement proposé par la délégation de l'URSS, M. Rajapathirana pense qu'il ne modifie pas la portée du projet de résolution des 16 puissances.

24. Pour M. O'NAGHTEN (Cuba), la résolution 623 B III (XXII) du Conseil ne porte pas atteinte au principe, admis par tous, selon lequel les contributions au Programme doivent être volontaires. La seule chose qu'elle demande aux gouvernements, c'est qu'ils versent leurs contributions, autant que possible, en monnaies immédiatement utilisables, qu'il s'agisse de monnaie nationale ou d'autres devises.

25. Le projet de résolution des 16 puissances est un texte absolument neutre; aussi la délégation cubaine ne voit-elle pas la raison de l'amendement proposé par l'URSS. Le paragraphe 6 de la résolution du Conseil est précisément celui en vertu duquel le CAT réexaminera la question de l'utilisation des devises à la vingt-quatrième session du Conseil. Il n'y a donc, selon M. O'Naghten, aucun inconvénient à en faire mention expresse. En conséquence, la délégation cubaine s'oppose en principe à cet amendement.

26. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) souscrit entièrement aux observations du représentant de Cuba. La délégation des Etats-Unis s'oppose à l'amendement proposé par l'URSS pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le deuxième considérant du projet des 16 puissances ne fait que rappeler une situation de fait. En deuxième lieu, si le paragraphe 6 de la résolution du Conseil ne parle que de "l'utilisation et de l'assimilation des devises", il va de soi que n'importe quelle délégation est en droit de demander l'élargissement du débat à la prochaine session du Conseil; il est même probable qu'une discussion générale s'engagera sur la question. En supprimant la mention du paragraphe 6 de la résolution du Conseil, on risque de créer l'impression que l'Assemblée générale donne mandat au Conseil d'examiner l'ensemble du problème, comme si le Conseil ne l'avait pas déjà fait et n'avait pas décidé lui-même de revenir sur la question. Privé de cette mention, le projet de résolution des 16 puissances perd son caractère de neutralité et risque d'être interprété comme équivalent à un rejet de la résolution du Conseil.

27. C'est pourquoi la délégation des Etats-Unis espère que cet amendement ne sera pas adopté. S'il l'était, elle se verrait dans l'obligation de voter contre le projet de résolution des 16 puissances.

28. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) dit que l'on pourrait considérer le projet de résolution des 16 puissances comme un texte neutre s'il ne faisait mention du paragraphe 6 de la résolution 623 B III (XXII) du Conseil. Le paragraphe 6 spécifie que le Secrétaire général et le Président-Directeur du BAT sont invités à faire rapport "sur la mise en œuvre" de la résolution et mentionner ce paragraphe dans le projet de résolution des 16 puissances équivalant à approuver tacitement les dispositions de la résolution du Conseil. C'est précisément ce que la délégation ukrainienne ne peut accepter.

29. Elle est convaincue que les difficultés inhérentes à l'utilisation de certaines devises sont dues non pas tant à leur inconvertibilité qu'à certaines considérations d'un tout autre ordre. Le Président-Directeur du BAT a déclaré lui-même que ces difficultés avaient été en grande partie résolues. Rien ne justifie donc l'adoption de mesures qui ne pourraient que favoriser les desseins de ceux qui ne veulent pas utiliser certaines monnaies pour les raisons politiques; en outre, ces mesures ne feraient

que susciter des difficultés nouvelles du genre de celles qui, précisément, ont été résolues, ce qui nuirait à la bonne exécution du Programme.

30. En conséquence, la délégation ukrainienne appuiera l'amendement présenté par l'URSS.

31. M. VALLADARES (Brésil) indique que sa délégation n'a jamais éprouvé beaucoup d'enthousiasme pour les différents projets de résolution qui ont été successivement présentés sur la question de l'utilisation des monnaies, parce qu'elle estime que la résolution du Conseil reste, en fin de compte, la meilleure solution de compromis. Néanmoins, dans un esprit de conciliation, elle se prononcera en faveur du projet de résolution des 16 puissances.

32. Elle ne partage pas les appréhensions du représentant des Etats-Unis en ce qui concerne l'amendement de l'URSS: si cet amendement, qui ne modifie en rien la portée du projet de résolution des 16 puissances, doit permettre de réaliser l'unanimité sur ce projet, elle ne voit pas pourquoi les membres de la Commission ne l'accepteraient pas.

33. M. KAMENOV (Bulgarie) souligne que la plupart des délégations ont insisté sur le fait que le projet de résolution des 16 puissances ne constitue ni une approbation ni une condamnation de la résolution du Conseil. S'il en est ainsi, il faut supprimer toute mention du paragraphe 6 de cette résolution, afin de préserver le caractère de neutralité du projet de résolution en question.

34. La délégation bulgare appuiera donc l'amendement présenté par l'URSS.

35. M. GOURINOVITCH (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que si le but recherché est de ne pas se prononcer sur la résolution du Conseil, résolution dont beaucoup de délégations ne sont manifestement pas satisfaites, il convient, comme le propose le représentant de l'URSS, de supprimer la mention du paragraphe 6 de ladite résolution, puisque cette mention équivalait à une approbation de la résolution du Conseil.

36. Le fait est que la résolution du Conseil risque de mettre en cause le caractère multilatéral du Programme. La délégation de la RSS de Biélorussie considère que la participation au Programme doit être la plus large possible et elle ne voit pas pourquoi on refuserait une contribution sous prétexte qu'elle est en monnaie difficilement utilisable. La RSS de Biélorussie, qui verse sa contribution en roubles, monnaie que l'on se plaît à considérer comme difficilement utilisable, est en mesure — et est même désireuse — de fournir des services pour la valeur intégrale de sa contribution, sans aucune condition d'ordre économique, politique ou militaire. Il n'y a donc pas, en fait, de monnaie difficilement utilisable.

37. M. LEPRO (Uruguay) dit que sa délégation, qui était favorable au projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.286, estime que le compromis en faveur duquel ce projet a été abandonné est dénué de toute valeur pratique. A moins que la Commission ne veuille mettre en cause le principe de multilatéralisme, sur lequel se fonde le Programme élargi d'assistance technique — et il ne semble pas que ce soit le cas — elle n'a aucun intérêt à renvoyer au Conseil une question que celui-ci a étudiée il y a peu de temps, étant donné surtout qu'aucun élément nouveau n'est intervenu depuis et que la majorité des membres de la Commission se sont félicités de la bonne exécution du Programme. Cependant, pour ne pas s'opposer à l'adoption d'un texte qui semble rallier la majorité des membres de la Com-

mission, la délégation uruguayenne s'abstiendra lors du vote.

38. M. GLOWER (Salvador) déclare que sa délégation a accueilli avec satisfaction le projet de résolution des 16 puissances qui ne prend parti ni pour ni contre la résolution 623 B III (XXII) du Conseil. Il ne faut pas oublier, à ce propos, que le Conseil économique et social aura l'occasion de réexaminer cette résolution avant qu'elle n'entre en application.

39. Quant à l'amendement présenté par le représentant de l'URSS, la délégation salvadorienne ne voit aucun inconvénient à l'accepter.

40. Elle votera également pour les projets de résolution contenus dans les documents A/C.2/L.285 et A/C.2/L.287. Quant à la proposition tendant à élargir la composition du CAT (A/C.2/L.284 et Corr.1), M. Glower, comme le représentant de l'Australie, pense qu'il serait préférable d'attendre la décision que prendra l'Assemblée générale au sujet de la composition du Conseil économique et social; elle appuiera donc la motion australienne dans ce sens, bien qu'elle soit tout acquise à l'admission de nouveaux pays au CAT.

41. M. Lychowski (Pologne) indique que la délégation polonaise n'a pas pris une part active au débat parce que le problème de l'utilisation des devises ne l'intéresse pas directement: la Pologne n'apporte qu'une contribution modeste à l'œuvre d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies et n'en bénéficie pas. Cependant, le moment est venu, semble-t-il, de faire le point pour tenter d'arriver à une décision unanime.

42. Le représentant de la Pologne serait enclin à penser que la simple mention d'une résolution du Conseil par l'Assemblée générale ne peut être interprétée comme une approbation tacite de cette résolution. Néanmoins, il semble que cela prête à certains doutes puisque plusieurs délégations ont tenu à souligner qu'à leur avis, le projet de résolution des 16 puissances ne confirmait pas plus qu'il n'infirmerait la résolution 623 B III (XXII) du Conseil. Dans ces conditions, tout amendement tendant à préciser dans ce sens le projet à l'étude mérite d'être retenu: c'est le cas de l'amendement proposé par la délégation de l'URSS. L'essentiel, M. Lychowski le répète, c'est d'éviter que la Commission ne se trouve divisée sur une question comme celle de l'assistance technique, qui mérite, plus que toute autre, de rallier l'unanimité.

43. M. SAN PEDRO SAEZ (Espagne) a relu attentivement le paragraphe 6 de la résolution 623 B III (XXII) du Conseil et n'y voit rien qui justifie les appréhensions du représentant de l'URSS: à son avis, l'objet essentiel de cette disposition est de demander au Secrétaire général et, le cas échéant, au BAT, de faire annuellement rapport au Conseil sur un certain nombre de questions, dont celle de l'utilisation des monnaies. On ne préjuge donc absolument rien en la mentionnant. La délégation espagnole a accepté, par esprit de compromis, de renoncer au projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.286 en faveur du nouveau projet; elle n'estime pas devoir pousser le désir de conciliation jusqu'à accepter l'amendement de l'URSS, qui lui paraît inutile.

44. M. FAHMY (Egypte) propose, pour donner satisfaction au représentant de l'URSS, d'omettre toute mention du paragraphe 6 et de dire simplement, au deuxième considérant: "Rappelant que, conformément à la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social..."

45. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) conteste l'interprétation que le représentant de l'Espagne donne du paragraphe 6 de la résolution du Conseil économique et social.

46. La modification suggérée par le représentant de l'Egypte n'arrange rien, puisqu'elle ne supprime pas la contradiction qu'il y aurait à faire état d'une résolution prévoyant des mesures destinées à assurer sa propre mise en œuvre, alors qu'une grande partie des membres de la Commission sont opposés à cette résolution.

47. La délégation de l'URSS serait cependant prête à envisager favorablement le projet de résolution des 16 puissances si le deuxième considérant et le dispositif en étaient modifiés comme suit:

*"Ayant examiné la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social et considérant que le Comité de l'assistance technique et le Conseil examineront ce problème à la vingt-quatrième session du Conseil,*

*"Décide de transmettre à cette fin au Conseil économique et social et au Comité de l'assistance technique la résolution 623 B III (XXII) du Conseil et les comptes rendus des débats auxquels ce problème a donné lieu pendant la présente session de l'Assemblée générale."*

48. La délégation de l'URSS demande que cet amendement soit mis aux voix au cas où la Commission adopterait la modification que vient de proposer le représentant de l'Egypte.

49. Le PRESIDENT met aux voix le premier amendement de l'URSS tendant à supprimer, du projet de résolution des 16 puissances (A/C.2/L.291), les mots "conformément au paragraphe 6 de la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social".

*Par 39 voix contre 10, avec 21 abstentions, cet amendement est rejeté.*

50. Le PRESIDENT met aux voix l'amendement de l'Egypte tendant à remplacer les mots "au paragraphe 6 de" par "à".

*Par 32 voix contre une, avec 36 abstentions, cet amendement est adopté.*

51. Le PRESIDENT met aux voix le texte présenté par l'URSS pour remplacer le deuxième considérant et le dispositif du projet des 16 puissances.

*Par 42 voix contre 8, avec 20 abstentions, ce texte est rejeté.*

52. Le PRESIDENT met aux voix le projet de résolution des 16 puissances (A/C.2/L.291) sous sa forme amendée.

*Par 62 voix contre 7, avec 2 abstentions, le projet tel qu'il a été amendé, est adopté.*

53. Expliquant son vote, M. FLERE (Yougoslavie) rappelle qu'au cours du débat, sa délégation s'est toujours efforcée de faire fond davantage sur les points communs que sur les divergences de vues. C'est dans cet esprit qu'elle a appuyé et le projet de résolution de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie, et celui des 16 puissances, estimant qu'en dépit de leurs différences apparentes, ils visaient, l'un comme l'autre, le même objet: un nouvel examen par le Conseil économique et social de l'ensemble de la question de l'utilisation des monnaies.

54. La délégation yougoslave pense que la Commission n'a pas suffisamment rendu hommage au BAT pour l'habileté avec laquelle il a géré les fonds qui lui ont été confiés et réglé au jour le jour les nombreux problèmes que posait la nécessité d'utiliser au mieux les différents



monnaies dans lesquelles les Etats Membres lui versaient leurs contributions. A ce propos, il convient de se rappeler que les contributions ne peuvent être utilisées de façon arbitraire, mais toujours compte tenu des besoins des pays bénéficiaires tels qu'ils sont exprimés dans les programmes annuels. Autrement dit, les contributions, quelle que soit la monnaie dans laquelle elles sont versées, doivent couvrir le coût des programmes approuvés. C'est là un principe dont on ne saurait sous-estimer l'importance.

55. M. QUEUILLE (France) souligne que la France appartient toujours au groupe des pays dont la monnaie est strictement contrôlée. Le Gouvernement français a donc suivi avec attention les débats du Conseil économique et social mais il a estimé que l'adoption de la résolution 623 B III (XXII) ne pouvait entraîner aucune conséquence défavorable. Le Conseil va maintenant réexaminer la question, mais il n'est pas sûr qu'il parvienne à des conclusions différentes de celles auxquelles il était parvenu à sa vingt-deuxième session car il s'était dégagé une nette majorité en faveur de l'assouplissement des règles d'utilisation des monnaies.

56. Après un débat qu'on pourrait comparer à un ballet bien réglé, la Deuxième Commission a pu adopter une résolution à une très large majorité. Il faut s'en réjouir car cette décision est conforme aux traditions d'objectivité et de modération dont la Commission a souvent fait preuve et féliciter particulièrement tous les artisans de ce compromis parmi lesquels on peut mentionner le représentant de la Norvège, celui de la Yougoslavie et le Président, qui exerce toujours sa grande influence dans le sens de la conciliation.

57. Quelques éléments nouveaux se dégagent des débats: on a fait un intéressant parallèle entre la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et l'assistance technique. Les représentants du Laos et du Soudan ont exposé avec clarté les problèmes qui se posent aux pays nouvellement indépendants; enfin, et surtout, on a mis justement l'accent sur la nécessité d'assurer, dans tous les domaines, une meilleure coordination.

58. M. KOTSCHNIG (Etats-Unis d'Amérique) explique que, bien qu'il ait apprécié les efforts de conciliation déployés par M. Fahmy, il s'est abstenu lors du vote sur l'amendement égyptien, non pas parce que cet amendement était inacceptable en soi, mais parce que l'interprétation que lui ont donnée certaines délégations n'était pas acceptable pour sa délégation.

59. La délégation des Etats-Unis se réjouit de ce que les délibérations de la Commission aient abouti à une décision neutre, qui n'approuve ni ne rejette la résolution du Conseil économique et social et laisse la voie ouverte à un nouvel examen de la question si le Conseil le juge bon. En attendant, la résolution du Conseil reste applicable. Cela étant entendu, il souhaite que le Programme élargi d'assistance technique continue à se développer et se consolider régulièrement.

60. M. LYCHOWSKI (Pologne) rappelle que sa délégation a exposé au cours de la discussion générale (394ème séance) les raisons pour lesquelles elle estimait que la résolution 623 B III (XXII) du Conseil économique et social n'était pas de nature à favoriser le développement du Programme élargi d'assistance technique. C'est pourquoi elle avait annoncé son intention de voter contre le projet de résolution contenu dans le document A/C.2/L.286; elle était disposée, cependant, à voter en faveur de toutes les autres propositions dont la Commission était saisie, estimant qu'elles tendaient toutes, soit à modifier les dispositions incriminées de la résolution 623 B III (XXII) du Conseil, soit à renvoyer l'ensemble de la question au Conseil économique et social. Cette considération explique qu'elle ait voté, à la séance précédente, en faveur du projet de résolution de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie et, à la présente séance, en faveur du projet de résolution des 16 puissances.

61. M. TCHERNYCHEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) a été obligé de voter contre le projet de résolution des 16 puissances en raison de la référence directe qui y est faite à la résolution 623 B III (XXII) du Conseil, que la délégation de l'URSS considère comme inacceptable.

La séance est levée à 13 h. 10.

